

## LES REDRESSEURS L'EXIGENT

# FLN : vers un congrès extraordinaire

**Le Mouvement du redressement du Front de libération nationale ne lâche pas prise. Après la démonstration de force du 13 octobre dernier et l'imposante conférence nationale des cadres, autorisée par le ministère de l'Intérieur, les redresseurs veulent désormais provoquer un congrès extraordinaire du FLN.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - «Nous n'excluons pas l'idée de recourir à un congrès extraordinaire du FLN. C'est en tout cas en débat au niveau de la base», affirmait, hier, le coordinateur national du Mouvement, Salah Goudjil, lors d'une conférence de presse tenue dans la villa de Draria, qui fait office de siège national.

En marge de la conférence, le

porte-parole des redresseurs, l'ancien ministre du Tourisme, Mohamed Seghir Kara, se veut plus explicite : «Si, d'ici la fin de l'année, Belkhadem reste encore à la tête du parti, nous n'aurons plus le choix que d'aller vers un congrès extraordinaire.» Analyse que partage l'ancien ministre de la Communication, Abderrachid Boukerzaza.

Cet empressement s'explique aisément : il y a la contrainte temps à prendre en considération car, déjà, les élections législatives pointent à l'horizon. Si le FLN aborde ce rendez-vous dans la situation qui est la sienne aujourd'hui, il est certain de s'attendre à une catastrophe. Les tiraillements entre redresseurs et légalistes pouvant se transformer en affrontements physiques entre militants lors de la campagne électorale.

Toujours à propos d'élections,



Salah Goudjil.

Photo : Samir Sid

mais présidentielles celles-là, Goudjil est catégorique : «Le meeting de samedi prochain, le SG l'organise pour sa propre campagne électorale pour la présidentielle de 2014». Il s'agit du meeting qu'organisera Abdelaziz Belkhadem à la coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à l'occasion de la fête nationale du 1<sup>er</sup> Novembre. En tout cas, entre les deux camps, la rupture semble définitive. «Si dialogue il y a, cela ne doit plus

être un tête-à-tête entre Belkhadem et moi. Cela doit se faire publiquement et en présence de la presse. Je lui lance même le défi de m'affronter dans un débat public.»

En attendant, on parle de tribunaux et de plaintes : «S'ils déposent plainte contre nous comme ils le disent, ils nous rendront le plus grand des services», répondra Goudjil à une question où l'auteur affirmait que la direction du FLN

aurait déposé plainte contre les trois membres du Mouvement ayant signé la demande d'autorisation de la conférence du 13 octobre dernier. «Me concernant moi et Mohamed Seghir Kara, nous sommes même prêts à demander au président de l'APN de procéder à la levée de notre immunité parlementaire si jamais le dépôt de cette plainte venait à se confirmer», enchaînera le conférencier.

Bouteflika dans tout cela ? C'est la question fondamentale dans toute cette histoire. Président du parti depuis 2005, rien, absolument, ne se fait au niveau du FLN ni au nom du parti sans lui. Et c'est, au final, de sa position que dépendra l'issue de ce conflit. Ainsi, en ordonnant au ministre de l'Intérieur d'autoriser la conférence du 13 octobre, Bouteflika aura cherché «à transmettre un message très clair à Belkhadem. C'était un net rappel à l'ordre. Mais attention, conclure que le président a définitivement lâché Belkhadem serait aller vite en besogne», nous confie une source très bien informée.

K. A.

### MOUVEMENT DES TROUPES DE L'ANP

#### À BENI YENNI Intenses bombardements de la forêt de Berekmouche

La forêt de Berekmouche et plus précisément le lieudit Sidi Salem, longeant Oued El Djemâa qui se déverse sur l'Oued de Takhoukht, dans le territoire commun des communes de Beni Yenni et Iboudrarène, a été, avant-hier, le théâtre d'une intense activité des troupes de l'ANP du cantonnement militaire en poste au lieudit La tranchée sur la RN 30, qui l'ont pilonnée à coups de roquettes et d'artillerie lourde pendant toute l'après-midi.

Les tirs de roquettes et de mitrailles, selon les habitants de ces localités, étaient tellement intenses et continues qu'ils ont surpris jusqu'aux habitants de Souk El Djemâa dans la commune de Yatafen.

Jusqu'à hier en début d'après-midi, aucune information n'a filtré sur cette opération inattendue des troupes de l'ANP qui a surpris même les propriétaires des champs avoisinant cette forêt réputée être le fief des hordes terroristes du GSPC dont une dizaine avaient été abattus l'an dernier, presque à la même période, au cours d'une opération de grande envergure menée par des contingents de l'ANP pendant plus de trois semaines.

Selon des observateurs locaux de la scène sécuritaire, l'intervention des militaires, avant-hier, peut être «une action vigilante de dissuasion des terroristes à se replier dans cette forêt dense où il existe encore des caches souterraines où ils peuvent se terrer à l'approche de la période hivernale, étant donné que les casemates qui les abritaient dans la montagne sur les hauteurs de Tizi n'kouillal ont été quasiment toutes détruites».

D'autres sources par contre, expliquent que si les militaires ont ciblé un seul endroit, en l'occurrence les ravines de Sidi-Salem, au lieu de ratisser large sur la vaste forêt de Berekmouche, «c'est qu'une présence suspecte de terroristes y est localisée».

C'est d'ailleurs une opération similaire, l'an dernier, qui a déclenché l'offensive militaire ayant entraîné la mise hors d'état de nuire des dix terroristes abattus dans la forêt de Berekmouche.

Sadek Aït-Salem

## MOHAMED DABARA À PROPOS DES ACCUSATIONS DE LA SOURCE MILITAIRE MALIENNE CITÉE PAR L'AFP :

# «On parle de quelque chose qui n'existe pas»

**Pour Mohamed-Lamine Dabara, responsable de la communication à l'ambassade de la République arabe sahraouie à Alger, les déclarations de la source sécuritaire malienne citée par l'AFP et qui accuse une certaine «filiale sahraouie d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) d'être derrière l'enlèvement des trois coopérants européens», comportent beaucoup de contradictions, de confusions, de fausses appellations et d'informations erronées.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - M. Dabara, qui s'exprimait hier à l'occasion d'une ren-

contre préparatoire de la 2<sup>e</sup> Conférence internationale d'Alger sur le droit des peuples à la résistance, pense que la source sécuritaire malienne citée par l'AFP parle de quelque chose qui n'existe pas.

Il s'agit, en effet, de la filiale sahraouie d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. De plus, ajoute-t-il, «la dépêche de l'AFP comporte, entre autres, énormément de confusion dans les noms et les informations cités».

De son côté, Tayeb Zitouni, membre du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), qui est également président de l'APC d'Alger-Centre, pense que cet enlèvement a été organisé pour déstabiliser le déroulement de cette conférence internationale attendue pour les 29 et le 30 octobre pro-

chains, et surtout faire porter le regard ailleurs que sur la véritable problématique, à savoir le droit du peuple sahraoui à la résistance contre le colonialisme marocain.

«Personne ne pourra nous intimider ou nous complexer à travers cet enlèvement. Cette conférence internationale, que nous préparons depuis six mois, se déroulera comme prévu et participera à la prise de conscience des peuples arabes pour la liberté des Sahraouis», a-t-il souligné.

Pour sa part, Saïd Ayachi, vice-président du CNASPS, cet enlèvement s'inscrit dans une démarche visant à décourager les gens à aller dans les camps sahraouis et voir de visu la vie qu'ils mènent et la souffrance qui les ronge.

M. M.

## L'AMBASSADEUR BRITANNIQUE À ALGER EN EST PERSUADÉ

# «Le CNT libyen veut relever le défi de la sécurité dans la région»

**L'ambassadeur du Royaume-Uni à Alger a déclaré, hier, être persuadé de la volonté du nouveau régime libyen à participer à la sécurité et à la stabilité dans la région.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Le premier responsable de l'ambassade britannique à Alger s'est voulu rassurant, hier, lors d'une conférence de presse animée conjointement avec le général-major Robin Searby, conseiller du Premier ministre pour la lutte contre le terrorisme dans le Sahel et l'Afrique du Nord. Selon Martyn Roper, le mode de gouvernance auquel semble avoir opté le nouveau régime libyen ne doit soulever aucune crainte. «Nous comprenons les préoccupations des Algériens, c'était un des sujets que nous avons abordé lors de nos discussions dans le cadre de la troisième édition du groupe de contact algéro-britannique de coopération sur la lutte contre le terrorisme. Le rôle d'un pays comme le Royaume-Uni est de soutenir tous les efforts car il existe une grande détermination», a-t-il souligné. Néanmoins, le

diplomate a montré une gêne réelle lorsqu'a été évoquée la question d'un possible renforcement des capacités d'Aqmi en Afrique du Nord, si l'instauration d'un Etat théocratique en Libye venait à se confirmer. «Je n'adhère pas du tout à cette déclaration. Nous pensons que c'est avant tout une question qui concerne le peuple libyen. Un gouvernement (libyen) fort et stable peu aider la région à faire face à la menace terroriste. Un gouvernement fort peut faire face à l'Aqmi dans la région. Pour l'instant, tous nos contacts avec le CNT confirment que les autorités libyennes veulent relever le défi de la sécurité et de la stabilité dans la région.» De son côté, le général-major Robin Searby s'est attelé à mettre en exergue l'excellence des relations entre le Royaume-Uni et l'Algérie dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. «C'est la troi-

sième édition du groupe de contact algéro-britannique de coopération sur la lutte contre le terrorisme. J'ai eu des rencontres très fructueuses avec les représentants de l'Etat algérien. Nous soutenons activement les autorités algériennes dans leur lutte contre le terrorisme et partageons la même position concernant le principe de non-paiement de rançon. Nous estimons que la menace d'Al Qaïda au Maghreb est très importante et que nous devons y faire face de façon commune. Dans ce cadre, l'Algé-

rie, grâce à ses capacités, a un rôle majeur à jouer pour contenir cette menace.» Le conseiller de David Cameron a souligné la disponibilité de son pays à coopérer avec les Etats du Maghreb et du Sahel. «Nous avons défini les moyens de coordonner l'action de tous les pays de la région. Nous nous engageons également à renforcer les capacités des pays de la région pour faire face à la menace terroriste», a insisté le général-major Robin Searby.

T. H.

## Badr 'Eddine Mili nous écrit

«Contrairement à ce qui a été rapporté par votre journaliste dans son article paru le mercredi 26 octobre 2011, je n'ai jamais occupé les fonctions de conseiller d'un directeur général de l'ENTV. Par contre, j'ai exercé, en toute indépendance, en qualité de consultant international de ce média auprès de la Copeam (Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen) où j'ai, entre 2002 et 2011, contribué à mettre en place un espace de dialogue entre les télévisions publiques du sud et du nord de la Méditerranée et à jeter les premiers fondements de l'étude relative au lancement d'une chaîne de télévision euro-méditerranéenne. Dont acte.»

Badr 'Eddine Mili